



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique à l'égard des femmes

Question au Gouvernement n° 3683

Texte de la question

JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

M. le président. La parole est à M. Guy Geoffroy, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Guy Geoffroy. Ma question s'adresse à Mme Roselyne Bachelot-Narquin, ministre des solidarités et de la cohésion sociale.

Dans quarante-huit heures, nous serons le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. À l'approche de cette date, il me paraît indispensable de mesurer, dans cette enceinte, comment notre pays, comme tous les grands États, réagit face à cette cause majeure, en France comme dans le monde, tant le drame des violences subies par les femmes, en particulier au sein des couples, a atteint une ampleur et un degré totalement inacceptables.

L'actualité montre d'ailleurs que nous avons raison de nous en préoccuper.

Le Parlement n'est pas resté totalement inactif sur cette question : Nous sommes très fiers d'avoir voté en 2006 et en 2010 deux grandes lois dont on reconnaît unanimement qu'elles nous ont engagé sur le chemin de l'espérance et du progrès. Vous-même, comme le Premier ministre, comme Mme Morano en 2010, ne cessez de soutenir cet effort.

Malgré cela, les violences continuent et les chiffres restent accablants. Nous avons engagé il y a quelques semaines avec Danielle Bousquet, dont je salue l'action à mes côtés au service de l'Assemblée nationale, un travail d'évaluation de cette loi de juillet 2010 dont nous sommes très fiers.

À deux jours du 25 novembre, alors qu'on nous dit que cette loi est bonne et qu'il faut continuer à travailler dans cette direction, pouvez-vous nous faire part de la stratégie que le Gouvernement entend continuer à déployer pour mettre, enfin, un terme à ce fléau ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des solidarités et de la cohésion sociale.

Mme Roselyne Bachelot-Narquin, *ministre des solidarités et de la cohésion sociale*. Monsieur Guy Geoffroy, je veux d'abord saluer l'action que vous menez avec Danielle Bousquet pour promouvoir le droit des femmes et lutter contre les violences dont elles sont victimes.

Tous les deux jours et demi, une femme meurt sous les coups de son compagnon. Chaque année, 650 000 femmes sont victimes d'agression sexuelle - ou plutôt déclarent l'être. Sachant que le taux de déclaration n'est que de 20 %, elles sont en fait trois millions de victimes.

Aussi faut-il mener une action résolue. C'est pourquoi le Premier ministre a décidé que les crédits affectés au plan d'action interministériel de lutte contre les violences faites aux femmes augmenteraient de 30 %, ce qui est tout à fait considérable.

Nous menons une nouvelle campagne d'information, afin de populariser le numéro d'appel 3919 mis en place par ma collègue Nadine Morano en 2007. Il s'agit de libérer la parole des femmes, de leur dire d'oser parler de ce qui leur arrive, car on ne combat bien que ce qui est dit. Je veux à ce propos saluer les associations - la fédération nationale Solidarité femmes, le collectif féministe contre le viol, les centres d'information sur les droits des femmes - dont les permanents, formés, se mobilisent pour diffuser une véritable information. Leurs actions sont relayées sur le terrain, à l'exemple de votre collègue Paul Jeanneteau qui organise un grand débat dans sa circonscription.

Voilà à l'évidence un bon sujet qui à l'évidence transcende les clivages droite-gauche et qui peut tous nous

rassembler. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Guy Geoffroy](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3683

Rubrique : Femmes

Ministère interrogé : Solidarités et cohésion sociale

Ministère attributaire : Solidarités et cohésion sociale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 novembre 2011